PRESTATION EN ESPÈCES DE L'ASSURANCE DÉCÈS : LE CAPITAL DÉCÈS	Date d'entrée en vigueur de la version : 19 février 2008	Date de fin de vigueur de la version :
--	---	---

1. RÉFÉRENCES (textes communs)	Code de la sécurité sociale, articles L. 313-1, L. 332-1, L. 361-1 à L. 361-5, R. 313-1, R. 313-2, R. 313-6, R. 361-1 à R. 361-5, R. 362-1, D. 712-20, D. 713-8. Décret n° 77-1361 du 9 décembre 1977 (JO du 13, p. 5829). Instruction n° 21939/MA/DAAJC/AA/1 du 5 août 1966 (BOC/SC, p. 708 ; BOEM 360-1.4.1), modifiée. Instruction n° 201069/DEF/DFP/FM/4 du 2 mai 1995 (BOC, p. 2728 ; BOEM 360-1.2.5).
2. TEXTES SPÉCIFIQUES	<i>Terre. Air. Mer.</i> Instruction n° 12950/DEF/DCCA/REMUNERATIONS/2 - n° 27/DEF/INT/AG/S - n° 640/DEF/Cma/1 du 24 juillet 1978 (BOC, p. 3701 ; BOEM 360-1.4.1), modifiée.
3. POSITIONS STATUTAIRES	Personnel militaire rayé des contrôles ou radié des cadres avec pension militaire de retraite, n'exerçant pas d'activité professionnelle.
4. RÉGIMES DE SOLDE	Sans objet.
5. AYANTS - DROIT	<p><u>Le capital décès (PRESTDEC)</u> du régime général est attribué aux bénéficiaires suivants, dans cet ordre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les <u>ayants droit prioritaires</u>, à condition d'être à charge effective, totale et permanente au jour du décès, dans cet ordre : <ul style="list-style-type: none"> - le conjoint ou le partenaire d'un pacte civil de solidarité (PACS) ; - à défaut, les enfants âgés de moins de vingt et un ans ou infirmes, quel que soit leur statut (légitimes, naturels reconnus ou non, adoptifs, etc.) ; - à défaut les ascendants (parents ou grands parents) ; - à défaut, les autres personnes à charge. - les <u>ayants droit non prioritaires</u> si aucun des ayants droit prioritaires précités ne s'est déclaré avant le délai d'un mois suivant le décès de l'assuré, sans qu'il y ait lieu de rechercher si ces personnes étaient à la charge du défunt, dans cet ordre : <ul style="list-style-type: none"> - le conjoint survivant non séparé de droit ou de fait ; - le partenaire auquel le défunt était lié par un PACS ; - à défaut, les descendants (enfants légitimes, adoptifs et enfants naturels reconnus par l'assuré). Les enfants naturels non reconnus et les pupilles de la Nation dont l'assuré était le tuteur ne peuvent se voir attribuer PRESTDEC au titre des bénéficiaires non prioritaires. Le cas échéant, ils peuvent revendiquer le bénéfice de PRESTDEC au titre des bénéficiaires prioritaires s'ils étaient à la charge totale, effective et permanente de l'assuré au jour du décès. - A défaut, les ascendants (parents ou grands parents) peuvent se voir versé PRESTDEC. <p>En cas de <u>pluralité de bénéficiaires de même rang</u>, PRESTDEC est réparti à parts égales, entre ceux qui en ont effectivement fait la demande. La part des personnes de même rang qui auraient pu demander l'attribution de PRESTDEC et ne se sont pas manifestées dans le délai de deux ans (délai de forclusion) sera, à l'issue de ce délai, versée aux bénéficiaires ayant déposé leur demande dans les délais.</p>
6. TERRITOIRES DE SERVICE	Métropole, DOM/ROM, COM et Nouvelle-Calédonie, FFECSA, Etranger.

PRESTDEC

<p>7. CONDITIONS D'OUVERTURE</p> <p><u>CSS, art. R. 313-2</u></p>	<p>L'ayant droit bénéficie de l'assurance décès du régime général de la sécurité sociale uniquement dans le cas où le décès du militaire retraité est survenu au plus tard un an après sa date de radiation des cadres où des contrôles.</p> <p><u>Cause du décès :</u></p> <p>PRESTDEC est attribué quelles que soient la cause et les circonstances du décès, qu'il s'agisse d'un décès faisant suite à une maladie (professionnelle ou non), à un accident (du travail ou non), à un suicide.</p> <p><u>Conditions à remplir par l'assuré social :</u></p> <p>L'ancien militaire ouvre droit au capital décès pendant une année suivant la fin de la période de référence, s'il justifie à cette date soit :</p> <ul style="list-style-type: none">- avoir effectué au moins 60 heures de travail au cours d'un mois civil ou de 30 jours consécutifs,- que le montant des cotisations (assurance maladie, maternité, invalidité et décès) afférentes aux rémunérations perçues durant un mois civil ou 30 jours consécutifs est au moins égal au montant des mêmes cotisations pour un salaire égal à 60 fois la valeur du SMIC en vigueur le 1^{er} jour du mois de référence,- avoir effectué au moins 120 heures de travail pendant trois mois civils ou trois mois de date à date,- que le montant des cotisations afférentes aux rémunérations perçues pendant trois mois civils est au moins égal au montant des mêmes cotisations dues pour un salaire égal à 120 fois la valeur du SMIC en vigueur au premier jour des trois mois de référence,- avoir effectué au moins 1200 heures de travail au cours de l'année civile,- que le montant des cotisations afférentes aux rémunérations perçues pendant l'année civile est au moins égal au montant des mêmes cotisations dues pour un salaire égal à 2030 fois la valeur du SMIC en vigueur au 1^{er} janvier de l'année de référence. <p><u>Etablissement de la demande :</u></p> <p>PRESTDEC n'est jamais attribuée de façon automatique. Les bénéficiaires doivent en faire la demande auprès de la CNMSS, par un imprimé que leur envoie, dès qu'il a connaissance du décès, l'organisme payeur dont dépendait le défunt. Cette demande doit être accompagnée d'un certain nombre de pièces justificatives attestant la qualité du ou des bénéficiaires, ainsi que de l'acte de décès.</p> <p>Lorsque le droit au paiement de PRESTDEC est ouvert au profit de descendants âgés de moins de dix huit ans, la demande est présentée par le représentant légal ; en cas de carence de celui-ci, le juge du tribunal d'instance formule la demande et désigne la personne ou l'établissement qui doit recevoir en dépôt, pour le compte des enfants, les sommes qui leur reviennent.</p>
<p>8. CONDITIONS DE CESSATION</p> <p><u>CSS, art. L. 332-1</u></p>	<p>A l'expiration des droits (paiement ou prescription de l'action en paiement).</p> <p><u>Prescriptions :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- de l'action en paiement de PRESTDEC, après deux ans à compter du jour du décès ;- de l'ordre de priorité dont peuvent se prévaloir les bénéficiaires prioritaires, après le délai d'un mois à compter du décès ;- de l'action de l'organisme payeur en recouvrement de PRESTDEC indûment payé (sauf cas de fraude ou de fausse déclaration), après deux ans à compter du paiement.
<p>9. PAIEMENT</p> <p><u>CSS, art. R. 362-1</u></p>	<p>PRESTDEC doit être payée dans les quinze jours qui suivent le décès.</p>

<p>10. FORMULE DE CALCUL</p> <p><u>CSS, art. L. 361-2</u></p> <p><u>CSS, art. D. 712-20</u></p> <p><u>CSS, art. R. 361-2</u></p>	<p>10.1 – <u>Base de calcul</u> :</p> <p>PRESTDEC est égale à trois mois de solde de base brute mensuelle et d’indemnité de résidence perçues par l’ancien militaire lors de sa radiation des contrôles ou des cadres (grade, échelle, échelon détenus à la veille de la radiation).</p> <p>Les revalorisations indiciaires entre la date de et celle du décès entraînent une révision de PRESTDEC.</p> <p>NB : Une majoration par enfant âgé de moins de vingt et un ans, ou infirme quel que soit son âge, et n’ayant pas de revenus distincts imposables peut être versée</p> <p>Cette majoration est égale à 3/100^{ème} de la solde budgétaire afférente à l’indice majoré 494 (voir mémento des taux).</p> <p>10.2 – <u>Montant</u> :</p> <p>Le montant de PRESTDEC ne peut être inférieur à 1% du plafond annuel des cotisations d’assurances sociales ni être supérieur au ¼ du montant de ce plafond.</p>
<p>Indexation</p>	<p>Non.</p>
<p>11. DONNÉES SERVANT AU CALCUL</p>	<p>- Indice majoré de solde, - situation familiale.</p>
<p>12. CONTRÔLES - PIÈCES JUSTIFICATIVES</p>	<p>- Imprimé de demande de PRESTDEC, - livret de famille si le demandeur est le conjoint, - copie de la déclaration du PACS au greffe du tribunal d’instance qui a reçu l’acte initial, - livret de famille établissant le lien de parenté avec l’assuré si le demandeur est un descendant, - extrait d’acte de naissance si le demandeur est un ascendant, - bulletin de décès de l’assuré si la mention du décès ne figure pas sur le livret de famille, - relevé d’identité bancaire ou postal.</p>
<p>13. ORGANISME PAYEUR</p>	<p>Rédaction réservée.</p>
<p>14. INFORMATIONS DIVERSES * Statistiques * Comptes organiques * Comptes analytiques * Comptes de gestion</p>	<p>Rédaction réservée.</p>
<p>15. RÈGLES DE NON-CUMUL</p>	<p>PRESTDEC n’est pas cumulable avec les autres prestations en espèces.</p>

PRESTDEC

16. SOUMISSION

- IMP
- CSG
- CRDS
- SOLID
- CST
- PENS
- RETRADDI
- SECU
- FP
- Plafond des ressources
- Cessible } uniquement pour le paiement des dettes alimentaires ou le recouvrement
 } du capital indûment versé à la suite d'une manœuvre frauduleuse
 } ou d'une
- Saisissable } fausse déclaration.

CSS, art. L. 361-5